



EAUX COURANTES

Groupe d'étude international sur le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent

Qu'est-ce qui motive l'étude ?

DANS CE NUMÉRO

2

**Regard sur la régularisation des
eaux du lac Ontario**

3

**Groupe d'étude international
sur le lac Ontario et le fleuve
Saint-Laurent**

**Un heureux mariage de tradi-
tion et de coopération**

4

La cartographie des rives

5

La parole aux citoyens

6

**Sondage sur les effets des
niveaux d'eau**

**Membres des Groupes de tra-
vail techniques**

7

**Le point après six mois d'ac-
tivité**

8

Venez nous rencontrer

Communiquez avec nous

En l'an 2000, la Commission mixte internationale (CMI) a décidé d'entreprendre l'Étude sur le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent pour examiner les effets des variations des niveaux et des débits d'eau sur l'ensemble des utilisateurs de la ressource et des autres parties intéressées afin de déterminer s'il est possible d'assurer une meilleure régularisation des débits sortants du lac Ontario avec les ouvrages existants. Actuellement, la régularisation de ces débits est basée sur les critères établis par la CMI en 1956 (ces critères sont présentés à l'adresse Internet suivante : www.losl.org). Cette étude, qui durera cinq ans, a pour but d'évaluer les effets d'éventuelles modifications de la régularisation des eaux du lac Ontario sur les intérêts des divers utilisateurs tout en veillant à ce que les modifications proposées soient conformes aux traités et aux accords applicables conclus par les gouvernements du Canada et des États-Unis. (L'article VIII du Traité des eaux limitrophes, qu'on peut consulter à l'adresse Internet www.ijc.org, est particulièrement pertinent à cet égard.) Les auteurs de l'étude n'examineront pas les changements structurels qui pourraient être apportés aux ouvrages autorisés de régularisation des eaux du lac Ontario. Ils se concentreront plutôt sur la recherche d'autres moyens d'atténuer les effets négatifs des fluctuations des niveaux et des débits d'eau.

Comment l'étude est-elle structurée ?

L'équipe chargée de l'étude se compose de spécialistes et de décideurs d'administrations gouvernementales, d'universités, de collectivités autochtones et d'autres groupes du Canada et des États-Unis. Les travaux scientifiques et techniques seront exécutés par huit groupes de travail techniques, sous la supervision d'un groupe d'étude binational relevant de la CMI. Ce groupe d'étude approuvera les plans de travail des groupes de travail techniques, qui s'occupent des aspects suivants :

Processus littoraux - Étude des incidences des fluctuations des niveaux d'eau sur les propriétés riveraines, en particulier l'érosion et les inondations.

Navigation commerciale - Étude des effets des niveaux d'eau sur la pêche, le transport de marchandises, les croisières et excursions, l'utilisation des barges et des remorqueurs, la construction navale et l'utilisation des bateaux des services gouvernementaux.

Besoins communs de données - Collecte et mise à jour des données sur les profondeurs et les élévations (données bathymétriques et topographiques) dans les zones critiques du bassin du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent et

échange des résultats des études avec d'autres groupes.

Environnement - Étude des effets des variations du niveau d'eau sur les poissons, les oiseaux, les plantes et d'autres espèces sauvages, en particulier les effets sur l'écologie des milieux humides.

Modélisation hydrologique et hydraulique - Élaboration de modèles pour la prévision des niveaux et des débits d'eau en fonction de différents plans de régularisation des eaux et de scénarios climatiques.

Utilisations de l'eau - Étude des incidences des variations des niveaux d'eau sur les prises d'eau des entreprises industrielles, des municipalités et des habitations et sur les installations de traitement de l'eau.

Production d'énergie hydroélectrique - Évaluation des répercussions de différents plans de régularisation des eaux sur la production d'énergie.

Navigation de plaisance et tourisme - Étude des effets des niveaux d'eau sur les plaisanciers, les marinas et le tourisme.

Le Groupe consultatif sur l'intérêt public (GCIP) n'est pas un groupe de travail technique comme tel. Il est formé de 24 bénévoles qui ont pour mission d'établir des communications efficaces entre les équipes d'étude et la population. Ce groupe, dirigé par deux co-présidents, un du Canada et un des États-Unis, travaille à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un programme de sensibilisation du public, constitué notamment du présent bulletin d'information, et assure la liaison avec les groupes de travail techniques pour veiller à ce que les points de vue des citoyens soient pris en considération et à faire connaître les objectifs et les activités de l'étude.

Il est question dans le présent bulletin du plan de travail du groupe de travail sur les besoins communs de données, qui est le premier plan de travail approuvé par le groupe d'étude binational. Les prochains numéros renseigneront sur les activités et les constatations d'autres groupes de travail techniques.

Pour en savoir davantage, vous pouvez

visiter notre site Web : www.losl.org.

Regard sur la régularisation des eaux du lac Ontario

Frank H. Quinn, Ph. D., ing.

Membre du Groupe d'étude international sur le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent

Les années 1950 ont constitué une période d'expansion partout en Amérique du Nord. Elles ont marqué l'avènement du réseau autoroutier, conçu et aménagé pour faciliter les déplacements, tant pour les loisirs que pour le commerce. Dans l'Ouest, d'importants travaux d'aménagement hydraulique ont été entrepris dans le but de fournir de l'énergie électrique et de l'eau d'irrigation à peu de frais. Dans l'Est, les travaux d'aménagement du tronçon de la voie maritime comprenant le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent ont été les plus importants à être entrepris au cours de cette décennie. Ils avaient pour but à l'origine de fournir de l'énergie électrique peu coûteuse à l'industrie et d'établir une voie de navigation maritime favorisant le commerce international dans le bassin des Grands Lacs. À la suite des hauts niveaux records des lacs enregistrés en 1952, on a intégré à la conception des ouvrages l'objectif de protection des propriétés riveraines du lac Ontario et du Saint-Laurent. Dans le contexte d'alors, les principales parties intéressées prises en compte dans le plan d'aménagement des eaux étaient les secteurs de l'hydroélectricité et de la navigation commerciale et les propriétaires riverains. L'environnement était considéré comme une ressource à exploiter plutôt qu'un capital à préserver et à mettre en valeur. De plus, à l'époque, la navigation de plaisance se limitait principalement à l'utilisation d'embarcations à moteur hors-bord, de petits yachts de croisière et de petits voiliers, dont de nombreux voiliers munis d'une dérive. C'est dans ce contexte que s'est établi le cadre de conception du plan de régularisation des eaux du lac Ontario.

Durant les années 1950, il n'existait pas d'ordinateurs pour la conception des plans de gestion des eaux. Les ingénieurs qui ont élaboré le plan de régularisation des eaux du lac Ontario

se sont servi de calculatrices rudimentaires, d'équerres et de feuilles de papier quadrillé. Faute d'ordinateurs, on ne pouvait pas élaborer autant de scénarios qu'on l'aurait souhaité pour raffiner le plan. Il a donc fallu se baser sur les données enregistrées de 1860 à 1954 et élaborer un plan correspondant exactement, sans écart d'aucune sorte, à l'historique des apports d'eau. Lorsqu'un problème survenait, on le résolvait en utilisant l'équerre pour modifier la courbe des niveaux optimaux appropriée. Le plan, appelé "Plan 1958D", satisfaisait aux critères et il a fonctionné efficacement sur la base des apports d'eau historiques. Or, la nature parvient toujours à défier les calculs. En effet, il est extrêmement rare que des séquences de phénomènes climatiques et d'apports d'eau données se répètent sans aucune variation, surtout sur une période de cent ans. Ainsi, en ce qui concerne le lac Ontario, les problèmes ont commencé avec la sécheresse des années 1960. Le plan n'était pas conçu pour tenir compte de cette séquence particulière d'apports d'eau. Il en va de même pour la période des années 1970 et 1980, caractérisée par d'importants apports d'eau, durant laquelle les écarts par rapport au plan ont été nombreux, mais couronnés de succès. Toutefois, le plan ne fonctionnait pas comme on l'avait prévu au départ, et aucun écart n'était possible, sauf si des conditions vraiment exceptionnelles étaient observées. Les objectifs globaux de la régularisation étaient cependant atteints, à savoir réduire l'amplitude des niveaux d'eau et modifier le cycle saisonnier des niveaux au profit des secteurs de l'hydroélectricité et de la navigation commerciale.

De nos jours, l'étude de la régularisation des eaux du lac Ontario repose sur une approche différente. La situation a beaucoup changé au cours des quarante années qui se sont écoulées depuis la conception du plan de régularisation actuel. Les nouveaux outils et les ordinateurs performants dont nous disposons permettent d'améliorer l'élaboration des plans de gestion des eaux. Au début des années 1970, l'éveil à l'environnement a commencé à influencer les décisions touchant les Grands Lacs. Désormais, nous reconnaissons la nécessité de préserver les milieux naturels, à laquelle les Autochtones et beaucoup d'autres citoyens sont sensibles depuis des générations. En même

temps, nous devons continuer de prendre en compte les besoins du commerce et de l'industrie. Toutefois, l'ordre relatif des priorités n'est pas nécessairement le même qu'à l'époque de la conception du plan. De plus, il faut maintenant compter avec la navigation de plaisance — secteur d'activité non pris en compte à cette époque — qui a pris son essor à la faveur de la hausse des niveaux d'eau des lacs et d'une augmentation importante du revenu discrétionnaire au cours des années 1970 et 1980. Enfin, signe des temps, la participation des citoyens à l'élaboration des plans de gestion des eaux est un facteur primordial. Toute cette évolution aboutit à l'étude qui nous occupe.

Nous avons une occasion unique, et l'obligation, de jeter un nouveau regard sur la régularisation des eaux du lac Ontario, à la lumière des facteurs liés à l'environnement et à la navigation de plaisance ainsi que de l'évolution économique influant sur les facteurs pris en considération à l'origine, afin d'élaborer le meilleur plan de gestion des eaux possible. Nous avons l'occasion d'exploiter des outils de prévision hydrologique et d'évaluation des risques pour examiner et évaluer divers plans possibles en tenant compte des effets d'éventuels changements climatiques et de la variabilité des apports d'eau. Mentionnons enfin que l'étude réunit des scientifiques et des ingénieurs spécialisés ainsi que des citoyens et des Autochtones avertis du Canada et des États-Unis qui, ensemble, procurent la vaste expérience et la masse de connaissances nécessaires à la réévaluation efficace de la régularisation des eaux du lac Ontario.

Groupe d'étude international sur le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent

Membres

Eugene Stakhiv, Ph. D., co-directeur, États-Unis. M. Stakhiv a été l'un des premiers à utiliser la modélisation comme outil d'aide à la décision et pour stimuler la participation du public aux activités de planification dans les bassins hydrographiques. Il occupe

présentement le poste de *Chief of policy and special studies* du *U.S. Army Corps of Engineers Institute for Water Resources*.

Doug Cuthbert, co-directeur, Canada. M. Cuthbert, gérant principal, sciences, est responsable du travail d'Environnement Canada dans les Grands Lacs et partout ailleurs en Ontario.

André Carpentier est un ingénieur à l'emploi du ministère de l'Environnement du Québec et coordonnateur de la section Gestion des bassins limitrophes à la Direction de l'hydraulique et de l'hydrique.

Lynn Cleary a occupé divers postes de cadre au sein de la Fonction publique canadienne, notamment celui de Directrice du Centre Saint-Laurent d'Environnement Canada. Elle est présentement Directrice de la Biosphère, à Montréal.

Ian Crawford agit à titre de conseiller principal sur les question hydriques et les ressources naturelles de la Province de l'Ontario depuis 1984. Il occupe présentement le poste de Gestionnaire des ouvrages hydroélectriques pour le compte du ministère ontarien des Ressources naturelles.

Erin M. Crotty, a récemment été nommée commissaire de l'*Environmental Conservation Department* de l'État de New York.

Dalton Foster est un biochimiste à la retraite. Il s'intéresse depuis longtemps à l'écologie du fleuve Saint-Laurent et remplit les fonctions de *Technical advisor* de l'*International Water Levels Coalition*.

Sandra L. LeBarron, qui possède près de vingt ans d'expérience dans le domaine de l'environnement, représente la commissaire Erin M. Crotty au sein du Groupe d'étude. À titre de directrice régionale du *Department of Environmental Conservation* de l'État de New York, elle est responsable de la mise en oeuvre des programmes dans les comtés de Jefferson, Lewis, St. Lawrence, Herkimer et Oneida.

F. Henry Lickers est le Directeur de la Section environnementale du Conseil

de bande d'Akwesasne. Il travaille depuis longtemps sur des questions de santé environnementale dans le bassin du fleuve Saint Laurent.

Daniel P. Loucks, Ph. D., a mené une brillante carrière dans plusieurs domaines reliés à la gestion des ressources naturelles et l'analyse de systèmes. Il enseigne à la Faculté de génie civil et environnemental de l'Université Cornell.

Robert (Shawn) Martin, biologiste de formation, est membre du Wolf Clan. Il est actuellement gestionnaire de la protection des eaux à la Division de l'environnement de la tribu mohawk de Saint-Régis (Akwesasne). Il s'occupe de la préservation et de la mise en valeur des propriétés biologiques et chimiques et des utilisations traditionnelles des eaux du territoire de la tribu.

Fred Parkinson est ingénieur-conseil en hydraulique. Il a mené plusieurs études sur la gestion des glaces, la navigation et le transport des sédiments dans le fleuve Saint-Laurent ainsi que dans d'autres cours d'eau.

Frank Quinn, Ph.D., un expert du changement climatique et l'un des chercheurs principaux du *Great Lakes Environmental Research Laboratory* affilié à la *National Oceanic and Atmospheric Administration*.

Frank Sciremammano Jr., Ph. D., enseigne le génie mécanique au *Rochester Institute of Technology*. Ses recherches ont surtout porté sur la prévision à terme des niveaux d'eau et les façons de prévenir la pollution.

Steven Renzetti, Ph. D., est professeur agrégé d'économie et directeur du programme d'économie environnementale à l'Université Brock. Il a écrit des articles sur l'établissement de prix efficaces pour l'eau et sur la modélisation de la demande d'eau.

Gestionnaires

Avant de se joindre à l'étude, le **Anthony J. Eberhardt**, Ph. D., était chef du *Lower Great Lakes Water Control Center* du *U.S. Army Corps of Engineers* et représentant américain en matière de régularisation au Conseil international de contrôle du fleuve Saint-Laurent.

Ed Eryuzlu, ingénieur en génie civil avec

spécialité en hydraulique, possède trente ans d'expérience dans les questions touchant aux ressources en eau; plus récemment, il a dirigé la Division du développement des voies navigables de la Garde côtière canadienne.

Un heureux mariage de tradition et de coopération

En juin, les membres du Groupe d'étude international sur le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent ont rendu visite aux Mohawks d'Akwesasne et pris part à une rencontre traditionnelle. La collectivité d'Akwesasne chevauche la frontière canado-américaine le long du fleuve Saint-Laurent près de Cornwall, en Ontario, et de Massena, dans l'État de New York. Elle fait partie de la Confédération de Haudenosaunis (Iroquois) et est le siège des gouvernements de deux tribus distinctes. Henry Lickers, directeur de la Division de l'environnement du Conseil des Mohawks et membre du Groupe d'étude international, a organisé cette rencontre dans le but de jeter des ponts entre celui-ci et la communauté mohawk.

Les membres de la collectivité d'Akwesasne constatent depuis longtemps les effets sur les milieux naturels des variations des niveaux d'eau dans le bassin du Saint-Laurent. Ils possèdent un bagage considérable de connaissances qui pourraient être utiles à l'exécution de l'Étude. La collaboration est le but visé, mais c'est la communication qui présentera le véritable défi : par tradition, la culture mohawk favorise la communication orale alors que, la majeure partie du temps, les communications du Groupe d'étude international d'étude sont écrites et à caractère technique.

Les personnes suivantes ont participé à la rencontre : Robert (Shawn) Martin, gestionnaire de la protection de l'eau à la Division de l'environnement de la tribu mohawk de Saint-Régis et membre du Groupe d'étude international, le chef Hilda Smoke, Jim Ransom, membre du groupe de travail sur l'environnement de Haudenosaunis, et le chef Margie Thompson du Conseil des Mohawks. Jim Ransom, qui est également membre du Groupe de travail technique sur l'environnement de

l'Étude, a longuement sensibilisé les participants à l'importance de la protection de l'environnement.

Conformément à la tradition des Mohawks, Dave Arquette a ouvert et clôturé la rencontre par quelques mots d'action de grâce, appelés *Ohen:ton Karihwatehkwen* (« les mots qui viennent avant tout le reste »). La personne qui les prononce remercie le Créateur et demande à tous les participants de mettre de côté leurs préoccupations et objectifs personnels pour mieux se concentrer sur le but commun à atteindre. La vingtaine de participants ont bien répondu à l'appel, car ils ont pu se concerter efficacement et élaborer un certain nombre de stratégies de coopération.

Les échanges et le dialogue animé ont certes aiguisé l'appétit des participants, que Richard David a aimablement comblé avec des tacos « amérindiens » et du punch aux fraises. Par la suite, ceux-ci ont été conviés à passer dans une longue maison de construction récente, où ils ont assisté à une réunion sociale traditionnelle comprenant des danses et des chants. Tout le monde a eu l'occasion - et certains l'ont saisie - de participer aux danses et aux chants, dont une danse de l'Amitié, une autre à l'honneur des femmes et une danse de guerriers.

Les participants à la rencontre ont non seulement apprécié le climat d'étroite coopération qui régnait, mais ils ont aussi trouvé les échanges instructifs et fructueux; ils se sont unanimement engagés à travailler de concert. Le Groupe d'étude international remercie Henry Lickers d'avoir organisé la visite et les Mohawks de leur hospitalité et de leur gentillesse.

Groupe de travail technique sur les besoins communs de données

Jean-François Cantin

Roger Gauthier, *responsable américain*

Frank Kenny

Wendy Leger, *responsable canadienne*

Paul Murwski

Joan Pope

La cartographie des rives par Wendy Leger et Roger Gauthier

Groupe de travail technique sur les besoins communs de données

Un important objectif de l'étude sur la régularisation des eaux du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent, entreprise par la Commission mixte internationale, consiste à évaluer les effets de la fluctuation des niveaux d'eau sur les divers groupes d'utilisateurs des ressources en eau situés aux abords des rives. La zone littorale est la partie du réseau hydrographique la plus active, la plus dynamique et la plus productive. Les vagues et le vent façonnent les plages, les dunes et les falaises. Ces accidents géographiques et les phénomènes climatiques d'échelle locale induits par les grandes masses d'eau qui les entourent déterminent les caractéristiques des communautés biologiques locales. À leur tour, ces communautés maintiennent l'étonnante diversité animale et végétale qui fait la richesse de chacun des Grands Lacs. Depuis les étroites plages balayées par le vent et les vagues jusqu'aux vastes milieux humides côtiers, en passant par les forêts de l'intérieur ou les complexes de dunes, les écosystèmes littoraux doivent leur existence aux lacs.

C'est également dans la zone littorale qu'on observe l'interaction la plus étroite entre l'être humain et l'ensemble formé par le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent. Des gens vivent sur leurs rives et utilisent leurs ressources hydrauliques à des fins industrielles, commerciales et récréatives et pour l'approvisionnement en eau. Pourtant, ce n'est que récemment qu'on a commencé à établir des cartes détaillées du relief côtier et à évaluer l'ampleur des changements qui se sont opérés le long du littoral au fil du temps. En effet, les méthodes de cartographie traditionnelles n'autorisaient pas le genre de couverture détaillée nécessaire à la modélisation et à l'analyse des impacts.

L'évolution récente des systèmes de levés par laser aéroportés offrent des possibilités naguère inexistantes pour la cartographie et la bathymétrie des rives à l'aide de systèmes lidar (acronyme de « Light Detection and Ranging »; détection et télémétrie par la lumière) aéroportés assurant une précision de ± 15 cm sur la verticale et de ± 3 m sur l'horizon.

zontale. Ces systèmes de télédétection actifs utilisent des impulsions lumineuses émises en direction de la surface terrestre. Ils mesurent le temps de déplacement des impulsions entre le moment de leur émission dans l'aéronef et le moment de la réception de l'écho, ce qui permet de calculer l'élévation avec grande précision.

Les responsables du Plan d'étude estiment qu'il est essentiel d'établir des cartes à haute résolution de la zone littorale, tant du côté terrestre (topographie) que sous l'eau (bathymétrie), pour modéliser les effets des crues, de l'érosion et des faibles niveaux d'eau propres à différents scénarios de niveaux d'eau du lac. Il faudra ensuite évaluer l'incidence de ces phénomènes sur l'état et la pérennité des milieux humides, la valeur des propriétés riveraines privées et publiques, l'approvisionnement en eau et les rejets d'eaux usées des municipalités, les installations de navigation de plaisance et les plages de natation publiques.

Dans le cadre de l'étude, on a formé un groupe de travail technique sur les besoins communs de données pour établir les cartes des rives du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent. Un million de dollars (US), fourni en parts égales par le Canada et les États-Unis, a été dégagé pour l'exécution des travaux en 2001.

L'objectif initial était de produire des cartes topographiques et bathymétriques de l'ensemble du littoral du lac et du fleuve, mais les fonds consentis étaient insuffisants. Le Groupe de travail sur les besoins communs de données a réalisé une évaluation détaillée de l'ordre de priorité et de l'utilité des données existantes. Cette évaluation portait sur les zones les plus sensibles (des points de vue environnemental et économique) aux fluctuations des niveaux d'eau, sur les études en cours et les rapports d'étude existants ainsi que sur la résolution et l'âge des données topographiques, bathymétriques et d'images de la zone littorale déjà recueillies.

Pour faciliter l'évaluation des priorités, on a divisé la zone d'étude en 30 unités littorales faisant partie de quatre régions : lac Ontario – États-Unis; lac Ontario – Canada; haut Saint-Laurent (de l'île Wolfe jusqu'à Cornwall/Massena); bas

Saint-Laurent (de Cornwall/Massena jusqu'à Trois-Rivières).

Plusieurs entreprises offrent des services de collecte de données topographiques à l'aide de systèmes lidar, mais il existe seulement deux bathymètres lidar dans le monde. Le seul de ces bathymètres en Amérique du Nord, le système SHOALS (« Scanning Hydrographic Operational Airborne LIDAR System ») est exploité par le *U.S. Army Corps of Engineers*. Ce système utilise un laser vert, qui détecte les fonds marins, et un laser infrarouge, dont le faisceau ne peut pénétrer dans l'eau, qui sert à détecter la surface de l'eau. Le faisceau du système SHOALS peut atteindre une profondeur sous l'eau de deux à trois fois supérieure à la profondeur optique, qui est la mesure standard de la clarté de l'eau. La turbidité de l'eau, observée sur de vastes étendues dans le haut et le bas Saint-Laurent, constitue toutefois un important obstacle à l'utilisation de ce système. Pour cette raison, on effectuera des sondages acoustiques (échosondages) traditionnels dans les secteurs hautement prioritaires du fleuve lorsque ce sera possible et économiquement réalisable.

Le groupe de travail a élaboré le calendrier des travaux de cartographie en fonction des priorités établies.

Les données topographiques et bathymétriques recueillies serviront à élaborer des modèles informatiques du relief du littoral qui indiqueront l'élévation, la pente et l'aspect. Ces modèles numériques d'altitude seront combinés à d'autres cartes d'habitats des milieux humides et détails planimétriques à l'intérieur d'un système d'information géographique (SIG) perfectionné pour l'exécution de l'étude.

Pour consulter une carte détaillée des zones où des levés SHOALS seront effectués, visitez la section Besoins communs de données sur notre site Web (www.losl.org, Groupes de travail techniques > Besoins communs de données).

Membres du groupe consultatif sur l'intérêt public

États-Unis

Dalton Foster, **co-président**

Daniel Barletta, Ph.D.

Bruce Carpenter

Thomas H. McAuslan

Anthony W. McKenna

John L. Osinski

Bea Schermerhorn

Sally Sessler

Henry S. Stewart

Max K. Streibel

Stephanie Weiss

Canada

Fred Parkinson, **co-président**

John Hall

Marc Hudon

Elaine Kennedy

Michel Lamontagne

Ivan A. Lantz

Sandra S. Lawn

Michel Turgeon

Paul Webb

Al Will

L'Étude sur la régularisation du lac Ontario et du Saint-Laurent :

la parole aux citoyens

par Dalton Foster et Fred Parkinson

Depuis l'ouverture de la voie maritime du Saint-Laurent, en 1959, la régularisation des niveaux d'eau a pour but premier de répondre aux besoins des secteurs de l'énergie hydroélectrique et de la navigation commerciale et des riverains. Or, depuis quelques années, un certain nombre de gens, tant à titre individuel que par le biais d'associations, font des démarches pour que le plan de régularisation des eaux tienne également compte de leurs intérêts et préoccupations, qui ont principalement trait à l'environnement, à l'érosion des rives, à la navi-

gation de plaisance et au tourisme.

Reconnaissant la légitimité de ces points de vue, la CMI a formé un groupe consultatif sur l'intérêt public (GCIP), qui assurera la liaison entre la population et les groupes de travail techniques et scientifiques qui mènent les études. Tous les membres du GCIP sont des bénévoles, et nombre d'entre eux participent depuis longtemps aux efforts déployés pour examiner la régularisation du lac Ontario et du Saint-Laurent en vue de l'améliorer s'il y a lieu.

Ces bénévoles appartiennent à différents secteurs de la société et proviennent de diverses régions. Certains exploitent des commerces, d'autres ont une formation scientifique, beaucoup se préoccupent surtout de questions environnementales, tandis que d'autres sont simplement des citoyens engagés. Leurs lieux de résidence sont divers, depuis l'extrême-ouest du bassin du lac Ontario jusqu'au bas Saint-Laurent, dans l'Est. Douze des 24 membres du groupe vivent au Canada et douze aux États-Unis.

Le GCIP a pour mandat d'assurer de façon active la communication entre la population d'une part et la CMI et les groupes de travail techniques et scientifiques d'autre part. En soi, il s'agit d'une tâche colossale. Dans un récent numéro de la revue *Science*, Robert May, président de la *Royal Society* de Londres, aborde cette question dans un éditorial intitulé « Science and Society ». Il pose la question suivante : comment établir un dialogue fructueux, qui suscite la confiance, entre les responsables des politiques gouvernementales et la population – ce qui nous ramène aux fondements mêmes de la démocratie – sur des questions scientifiques complexes? En guise de réponse, Robert May donne les conseils suivants aux décideurs : mener de larges consultations et s'entourer des meilleurs collaborateurs, mais aussi veiller à ce que tous les points de vue soient entendus, reconnaître et admettre l'incertitude et, par-dessus tout, faire preuve d'ouverture et diffuser toutes les propositions.

Ce sont des défis de taille à relever. La subjectivité inhérente à l'être humain exerce une grande influence sur la perception de l'information reçue et des phénomènes observés sur le lac Ontario et le Saint-Laurent. Les membres du

GCIP sont conscients que les habitants des deux bassins ont des perceptions diverses, parfois même conflictuelles, selon leur région et la nature de leurs préoccupations quant aux niveaux d'eau. Le GCIP devra assurer le dialogue non seulement entre la population d'un côté et la CMI et les groupes de travail techniques et scientifiques de l'autre, mais aussi entre les gens des diverses régions et des divers groupes d'intérêt au sein de la population.

Le GCIP a choisi de s'attaquer d'abord à deux tâches. Premièrement, il a produit un document d'information générale qui vise à mieux expliquer la portée de l'étude et ses objectifs. Cette information sera présentée à des réunions publiques comprenant des séances de questions et réponses sur les différentes situations à l'échelle locale, réunions auxquelles les citoyens sont invités à participer activement. Deuxièmement, et surtout, le GCIP demandera aux gens de répondre à des questionnaires afin de décrire les effets, tant positifs que négatifs, des niveaux d'eau sur leur existence. Les réponses recueillies seront ensuite prises en compte au cours de l'étude.

Ainsi, le GCIP a commencé à diffuser le document d'information et les questionnaires dans le public au début de juin 2001, à commencer par l'assemblée générale annuelle de l'International Water Levels Coalition, à Rockport, en Ontario. Les réactions ont été très favorables. Depuis, des exposés ont eu lieu un peu partout dans le bassin, depuis Rochester (New York) jusqu'à Québec. Nous continuons de recevoir des questionnaires remplis chaque jour par la poste.

Le GCIP veillera à ce que les résultats de l'Étude reflètent les intérêts et la « connaissance naturelle » des citoyens. Si vous désirez obtenir de plus amples renseignements ou tenir une réunion d'information dans votre région, veuillez communiquer avec Mme Amanda Morelli, agente d'information publique, à notre bureau d'Ottawa, par courriel à morellia@ottawa.ijc.org ou par téléphone au (613) 992-5727.

¹ Sir Robert M. May, *Science*, 292, (no 5519), 1021, (2001)

Sondage sur les effets des niveaux d'eau

Le Groupe consultatif d'information publique (GCIP) a besoin de votre apport pour évaluer les effets des niveaux d'eau sur les propriétés riveraines, la navigation de plaisance ainsi que l'environnement et les habitats. Il a produit un questionnaire, qui est accessible au site Web du Groupe international d'étude sur le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent : www.losl.org. À ce site, cliquez sur la rubrique « Groupe consultatif d'information publique » puis téléchargez le questionnaire. Nous avons hâte de recevoir vos commentaires.

Groupes de travail techniques

Zones littorales

Tom Bender, **responsable américain**

Sandra Bonanno

Ala Boyd

Jean-François Cantin

Joanne Ellsworth

Teresa Labuda

Serge Lepage

Ralph Moulton, **responsable canadien**

Charles O'Neill

Joan Pope

Robert Shearer

Scott Thieme

Donald Woodrow

Contact du Groupe d'étude

Frank Sciremammano

Contacts du GCIP

Anthony McKenna

Sally Sessler

Henry Stewart

Max Streibel

Navigation commerciale

Jean-Luc Bédard

Flavio D'Agnolo

Stéphane Dumont

Jérôme Faivre

Roger Haberly, **responsable américain**

Thomas Lavigne

Ivan Lantz, **responsable canadien**

Dennis Robinson

Pat Vincelli

Contacts du GCIP

Ivan Lantz

Tom McAuslan

Environnement

Mark Bain, **responsable américain**

Sandra Bonanno

Jack Davis

Yves De Lafontaine

James Haynes

Christiane Hudon, **responsable canadienne**

Steve LaPan

Wendy Leger

Denis Lehoux

Jack Manno

Doran Mason

Marc Mingelbier

Nancy Patterson

Jim Ransom

Albert Schiavone

Tom Stewart

Douglas Wilcox

Contacts du Groupe d'étude

Sandra LeBarron

Eugene Stakhiv

Contacts du GCIP

Bruce Carpenter

John Hall

Marc Hudon

Elaine Kennedy

Sandra Lawn

Stephanie Weiss

Modélisation hydrologique et hydraulique

Jean-François Bellemare

Thomas Croley, **responsable américain**

Laura Fagherazzi

David Fay, **responsable canadien**

Joan Klaassen

Jean Morin

Linda Mortsch

Hung Tao Shen

Bill Werick

Paul Yu

Contacts du Groupe d'étude

André Carpentier

Pete Loucks

Contacts du GCIP

Dalton Foster

Utilisations de l'eau

Christian Gagnon

Steven Gould

Brian Kaye, **responsable canadien**

Clarence Shoemaker

John Strepelis

Contacts du Groupe d'étude

Dalton Foster

Pete Loucks

Contact du GCIP

Dan Barletta

Production d'énergie hydroélectrique

John Ching

Brian Fenlon

Paul Finnegan

Cindy Lavean

Sylvain Robert, **responsable canadien**

Contact du GCIP

John Osinski

Navigation de plaisance et tourisme

Jean-François Bibeault, **responsable canadien**

Jonathan Brown, **responsable américain**

Tommy L. Brown

Rockne Burns

Gary De Young

Al Donaldson

Jim Dyke

David Orr

Robert Petitpas

David White

Contact du Groupe d'étude

Fred Parkinson

Contacts du GCIP

Bea Schermerhorn

Fred Parkinson

L'Étude sur la régularisation du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent : le point après six mois d'activité

par Doug Cuthbert, co-directeur canadien de l'Étude

Des progrès considérables ont été réalisés depuis la création du Groupe d'étude international sur le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent, le 12 décembre 2000 à Washington, D.C., lors d'une réunion de la Commission mixte internationale (CMI). Le Groupe a tenu quatre réunions, ainsi que des conférences téléphoniques à intervalles réguliers. Son effectif est maintenant complet (14 membres) depuis la nomination, le 13 juin, de Steven Renzetti, un économiste de l'environnement de l'Université Brock, à St. Catharines, en Ontario.

Deux co-gestionnaires généraux, Anthony Eberhardt, Ph. D., et Ed

Eryuzlu, travaillent à plein temps aux secrétariats établis à Buffalo (New York) et Ottawa (Ontario). Amanda Morelli a joint les rangs de l'équipe à titre d'agente d'information publique à Ottawa; le présent bulletin est d'ailleurs l'une de ses premières initiatives. MM. Eberhardt et Eryuzlu et les co-directeurs (M. Doug Cuthbert, représentant la section canadienne, et M. Gene Stakhiv, Ph. D., représentant la section américaine) tiennent des réunions face à face ou par téléphone au moins toutes les deux semaines.

Le GCIP, formé de 24 membres, s'est réuni trois fois déjà. Il est dirigé par Fred Parkinson, qui représente le Canada, et Dalton Foster, qui représente les États-Unis. Jusqu'à présent, le GCIP a diffusé un questionnaire sur les niveaux d'eau. Il a également produit un important diaporama en format PowerPoint, qu'il a commencé à utiliser pour informer et sensibiliser des collectivités du bassin du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent. Ainsi, la première présentation du diaporama, à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de l'*International Water Levels Coalition* tenue le 2 juin dernier à Rockport, en Ontario, a reçu un accueil très positif. Les membres du GCIP disposent de copies du diaporama, qu'ils présenteront un peu partout dans le bassin au cours de l'été. Si vous organisez une réunion à laquelle cette documentation serait utile, ou si vous devez participer à une telle réunion, veuillez communiquer avec un membre du GCIP ou avec Amanda Morelli, à Ottawa, au (613) 992-5727.

Par ailleurs, huit groupes de travail techniques ont été formés, et ceux-ci se sont réunis au moins une fois. Ces groupes ont produit leur plan de travail pour la première année de l'Étude, ont reçu leur financement et ont entrepris les nombreux travaux techniques et scientifiques qui leur ont été confiés. À l'heure actuelle, les huit groupes de travail comptent au total 80 membres. Enfin, des membres du Groupe d'étude international et du GCIP ont été chargés d'assurer la liaison avec les groupes de travail techniques. Ils sont déterminés à entretenir une fructueuse coopération.

Quelque 120 personnes sont maintenant engagées de plain-pied dans l'Étude, et

trois à quatre douzaines de réunions ont eu lieu depuis six mois. La communication et les échanges sont donc à l'honneur! Après avoir rencontré les membres de l'*International Water Levels Coalition* le 2 juin, le Groupe d'étude international a été invité sur le territoire mohawk d'Akwesasne les 12 et 13 du même mois pour discuter de l'Étude avec des représentants des conseils mohawks. La première réunion publique du Groupe d'étude international se tiendra le 13 septembre à Montréal, dans le cadre du Forum public biennal 2001 de la CMI. Pour en savoir davantage, rendez-vous au site Web de la CMI (www.ijc.org) et cliquez sur la rubrique « Forum public de Montréal ».

Les travaux de l'Étude sur la régularisation du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent sont déjà très bien amorcés et beaucoup de gens y participent. Maintenant que les structures sont établies, il ne reste qu'à accomplir la mission! Surveillez les prochains rapports d'activité et, surtout, n'hésitez pas à nous communiquer vos commentaires et vos questions.

Première réunion publique annuelle

Venez nous rencontrer.

Le Groupe d'étude international sur le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent tiendra sa première réunion publique annuelle de 19 h 30 à 21 h 30 le 13 septembre 2001 à l'hôtel Delta Centre-Ville de Montréal (Québec). Cette réunion coïncidera avec le Forum public sur la qualité de l'eau des Grands Lacs et du Saint-Laurent de la Commission mixte internationale (CMI), qui aura lieu les 14 et 15 septembre 2001 au même endroit. Nous vous invitons à participer à ces deux événements. Pour en savoir davantage sur le Forum public de la CMI, vous pouvez vous rendre au site Web de la CMI : www.ijc.org. L'ordre du jour de la réunion publique du Groupe est en voie d'achèvement au moment où le présent bulletin est mis sous presse. Pour obtenir un exemplaire de l'ordre du jour, rendez-vous au site Web du Groupe (www.losl.org) et cliquez sur la rubrique « Événements à venir » ou communiquez avec Amanda

Morelli par téléphone, au (613) 992-5727.

Nous voulons connaître votre avis.

Pour savoir si l'étude donne les résultats attendus, nous avons besoin de votre rétroaction. Nous aimerions connaître vos sentiments sur l'étude et les travaux exécutés. Vos commentaires nous aideront à élaborer des recommandations qui tiendront compte des besoins et des points de vue des gens qui vivent et travaillent dans le bassin du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent. Au cours de l'étude, vous aurez de nombreuses occasions de participer en personne, par téléphone et par Internet. Des renseignements supplémentaires vous seront fournis au fur et à mesure que l'étude progressera. Donc, n'oubliez pas de visiter notre site Web le plus souvent possible : www.losl.org

Communiquez avec nous.

Au Canada

Amanda Morelli
Agente d'information publique
234 avenue Laurier, Ouest, 22^e étage
Ottawa, (Ontario) K1P 6K6
Tél. : (613) 992-5727
Fax : (613) 995-9644
Courriel : morellia@ottawa.ijc.org

Aux États-Unis

- À venir

Le bulletin *Eaux courantes* est publié périodiquement par le GCIP du Groupe international d'étude sur le lac Ontario et le fleuve Saint-Laurent.

Rédactrice : Amanda Morelli

Nous tenons à remercier tous ceux et celles qui ont contribué à cette première édition d'*Eaux courantes*.

Le présent bulletin est imprimé sur du papier recyclé. Veuillez le recycler après utilisation.

